ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 ET 19 MARS 1978

Deuxième Circonscription du Haut-Rhin

Front Autonomiste de Liberation

MICHEL CLO



29 ans

Délégué médical

Marié, trois enfants

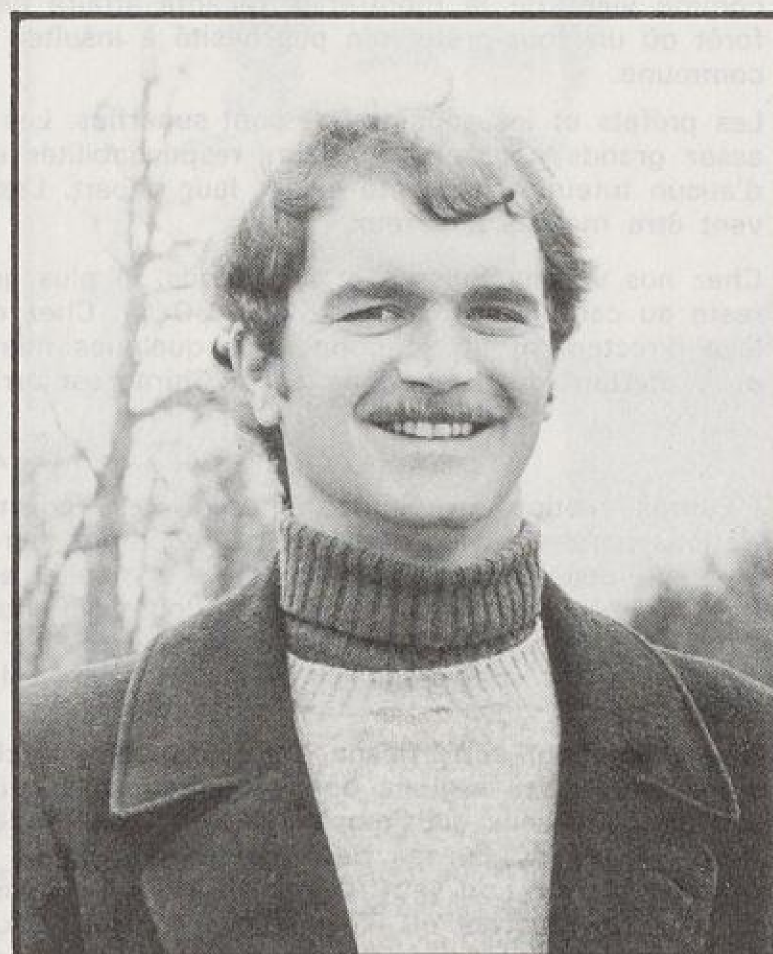
Suppléant

GUY JEHL

39 ans

Chercheur

Célibataire



REFUSONS TOUTE TUTELLE

Si l'administration parisienne fait ce qu'elle veut avec les Alsaciens, leur terre, leur travail et leur argent, c'est que les élus se contentent trop souvent de suivre les directives des partis parisiens. Les Alsaciens ne sont pas maîtres chez eux.

Avec vous, la situation peut changer. Ces élections vous en donnent l'occasion. Sachez la saisir.

Les Alsaciens ne doivent pas toujours avoir peur de dire tout haut ce qu'ils pensent tout bas. L'Alsace doit affirmer sa volonté politique. Paris comprendra alors la nécéssité de la respecter.
Plusieurs candidats briguent vos suffrages. Les uns et les autres multiplient les promesses. Pour votre intérêt, mais aussi pour l'avenir de l'Alsace, ne vous laissez pas séduire par les discours de ces politiciens bavards qui se tairont dès demain.

Pour ma part, je ne prends qu'un engagement : celui de représenter l'Alsace au parlement, de dénoncer les torts et les erreurs commises chez nous et d'exiger des solutions alsaciennes aux problèmes alsaciens.

Je ne suis pas un notable. La politique politicienne n'est pas ma profession et je ne cumule ni mandats ni postes. Je suis un militant alsacien qui n'a qu'un seul souci: faire entendre la voix de l'Alsace, c'est-à-dire la vôtre.

LA DÉMOCRATIE EST TRUQUÉE

De Gaulle a osé déclarer lors d'une conférence de presse : ''Habituons-nous à voir dans le chef de l'Etat ce qu'il est ou ce qu'il devrait être: un monarque'', voilà qui est clair, il y en a un qui décide pour tous.

Qu'en est-il de nos élus? Chacun se vante du nombre de mandats et de fonctions qu'il réunit sur sa personne. Où prend-il le temps d'étudier les dossiers, de réfléchir aux solutions de nos problèmes et d'être à l'écoute de ses électeurs ?

Je m'opposerai au cumul sous toutes ses formes et insisterai pour une participation plus étendue des citoyens à la vie publique.

Je prends l'engagement de réclamer l'institution du référendum d'initiative populaire à la demande de 5% de la population.

L'ALSACE SE PORTE MAL

Faute d'un véritable pouvoir régional les problèmes de l'Alsace ne sont guère pris en compte et les solutions inventées par les technocrates parisiens vont contre nos intérêts et nos vrais besoins. La situation de l'emploi est grave : chômage, 30.000 frontaliers, dépeuplement des vallées vosgiennes et de la campagne.

Le dirigisme technocratique se moque des travailleurs et des entrepreneurs, comme il se désintéresse des agriculteurs et des viticulteurs, Paris laisse les multinationales imposer leurs lois.

Nos ressources sont pillées et notre environnement saccagé.

Le gravier et aussi le bois, exportés massivement sous forme de matières premières et à vil prix, reviennent sous forme de produits finis que nous achetons très cher, parfait exemple d'une situation coloniale. Des mesures énergiques et urgentes s'imposent. Je compte les réclamer et les obtenir.

L'ALSACE VEUT SURVIVRE

En dépit de l'hostilité des Alsaciens, les implantations nucléaires vont se poursuivre! A Fessenheim l'extention des tranches III et IV est projetée dès à présent. Prisonniers de leurs appartenances politiques, les notables n'osent plus bouger. Ils attendent les consignes de Paris. Mais du R.P.R. au P.C., en passant par le P.R., le C.D.S. et le P.S., aucun parti parisien ne s'oppose aux centrales nucléaires. Tous se moquent des inquiétudes des Alsaciens.

Dans deux ou trois ans, soucieux de conserver vos voix, les politiciens alsaciens se réveilleront pour s'opposer aux tranches V et VI. Mais il sera trop tard. Avec la bénédiction de Paris et de Bonn, le Rhin sera mort pour toujours et la nappe phréatique totalement empoisonnée.

L'Alsace ne doit pas devenir le champ des expériences nucléaires françaises. Les Alsaciens ne sont pas des cobayes. La radioactivité ne connait pas de frontières. Votre circonscription, toute l'Alsace est en danger. Je prends l'engagement de réclamer l'arrêt de Fessenheim de même que l'abandon de toute nouvelle implantation nucléaire en Alsace. Il faut cesser de gaspiller l'énergie, d'investir dans le nucléaire. Il faut favoriser le développement des autres sources d'énergie dont de toute façon nous aurons besoin dans l'avenir.

Au lieu de favoriser le progrès on le bloque par un choix arbitraire.

Je réclame une redistribution des fonds de recherche vers les études de sources d'énergie douces ainsi que des mesures d'économie.

L'ALSACE EST MAJEURE

Après le retour de l'Espagne à la démocratie et au fédéralisme, l'Etat français reste le seul pays en Europe occidentale à maintenir une administration aussi centralisatrice. En Alsace il entretient une situation coloniale. Les préfets et les sous-préfets règnent comme autant de gouverneurs et méprisent les élus comme vient de le montrer la récente affaire de Soultz-sous-forêt où un sous-préfet n'a pas hésité à insulter les élus de la commune.

Les préfets et les sous-préfets sont superflus. Les Alsaciens sont assez grands pour prendre leurs responsabilités et n'ont besoin d'aucun tuteur. Je compte exiger leur départ. Les Alsaciens doivent être maîtres chez eux.

Chez nos voisins Suisses et Allemands, le plus gros des impôts reste au canton et au land (80 et 60 %). Chez nous l'Etat prélève directement et ne donne que quelques miettes, et encore en y mettant des conditions. Ainsi Chirac est arrivé à dire : "Il faut que l'Alsace soit sans complexes dans son développement et qu'elle ne regarde pas l'Allemagne avec amertume ou envie, c'est dans cet esprit qu'elle pourra bénéficier d'une certaine aide des pouvoirs publics".

Qu'accepterons-nous encore d'entendre avant de réagir ! Nous ne pouvons tolérer d'avantage d'être ainsi traités en mendiants et de nous faire prescrire nos états de pensée. Il faut que deux-tiers des ressources fiscales restent à la région. Il faut les réclamer et les obtenir.

L'Alsace est majeure. Elle doit pouvoir maîtriser son développement et gérer ses propres affaires. Elle a besoin de son autonomie. Dans ce but, je demanderai l'élection au suffrage universel d'une assemblée alsacienne maîtresse en matière de finances, d'économie et de culture et disposant de son exécutif propre. Privée de ses recettes fiscales et de son épargne, l'Alsace est totalement impuissante. L'affaire Schlumpf en a fourni la preuve.

L'ALSACE ET L'EUROPE

L'Europe piétine ou plutôt régresse. Les égoïsmes des Etats-Nations paralysent les débats. Une fédération européenne sur la base d'Etats-Nations n'est pas viable et nous n'en voulons pas. L'Alsace n'arrive pas à se faire entendre à Paris avec ses élus actuels, comment se fera-t-elle entendre si la France devait la représenter au sein d'une communauté encore plus grande.

C'est bien pour cette raison que Pompidou a déclaré: "L'expression Europe des régions non seulement me hérisse, mais me fait dire que ceux qui l'emploient font un étrange retour en arrière". D'abord l'Europe des Régions n'a jamais existé, elle est à créér. Mais si l'on veut revenir en arrière, on verra que l'Alsace jouissait de libertés qu'elle n'a plus. Voyons plutôt ce que le Conseil de l'Europe propose à ce sujet: " la région est le reflet de la diversité et de la richesse du patrimoine européen,... les régions constituent le cadre idéal pour la coopération transfrontalière, susceptible d'estomper les effets négatifs des frontières qui découpent le visage de l'Europe", Et enfin un appel à la démocratie : "la régionalisation humanise l'administration en la rapprochant du citoyen. Les fonctions administratives devraient être confiées à l'échelon le plus proche de l'homme, le niveau supérieur n'étant pris en considération que lorsque la coordination ou l'exécution des fonctions n'est plus possible au niveau immédiatement inférieur".

C'est pourquoi nous refuserons que l'élection du Parlement européen se fasse sur des listes "nationales". L'Europe à créer ne peut être qu'une Europe des peuples, sinon ce sera la mort de ceux-ci.

L'ALSACE A BESOIN DE VOUS

L'avenir de votre circonscription et de l'Alsace sont liés. Qu'il s'agisse d'emplois, d'environnement, d'enseignement, d'infrastructures routières ou d'équipements socio-culturels, ces questions dépendent de la volonté politique alsacienne. Il faut donc insister sur certains points :

- **Le rétablissement de la démocratie**

A Bâle, un référendum a permis à la population de rejeter massivement (76 %) les centrales nucléaires. A Fribourg-en-Brisgau, le tribunal s'est prononcé contre la construction de la centrale de Wyhl en raison des mesures de sécurité insuffisantes, pourtant plus rigoureuses que celles de Fessenheim. Mais en Alsace la population n'a pas été consultée. C'est Paris qui décide et impose.

La jungle administrative entraîne une inefficacité et un gaspillage énormes. Les circuits de décision sont tellement compliqués, qu'il n'est plus possible de trouver les responsables. Ainsi le citoyen ne peut excercer aucun vrai contrôle. Il est soumis à l'arbitraire de technocrates qui se réfugient derrière leur statut de fonctionnaires et derrière le préfet, pour refuser de répondre aux citoyens comme cela s'est vu à Strasbourg, lors de réunions publiques.

- **L'arrêt de la dilapidation de nos ressources**

L'Alsace vient en tête pour le paiement des impôts, mais en queue pour les subventions. Les chiffres de l'INSEE sont formels. Cette différence ne sert pas à aider les régions pauvres, car ces dernières sont toujours aussi abandonnées. L'Alsace finance les dépenses de prestige de Paris. Notre argent sert à subventionner des entreprises non rentables, alors qu'il devrait nous permettre de créer et de soutenir les petites entreprises innovatrices et productives, créatrices d'emplois.

- **Le rôle européen de l'Alsace**

Placée au cœur de l'Europe, l'Alsace n'est pas "un pays frontière". Mais cette situation privilégiées ne profite pas aux Alsaciens. Paris s'obstine à refuser toute vraie unité européenne où les frontières, avec tous leurs effets négatifs et artificiels, seraient enfin estompées.

- **La survie d'une identité en péril**

L'identité linguistique alsacienne n'est pas reconnue. Malgré 22 propositions parlementaires déposées depuis 1958 (dont aucune n'a été discutée), et la demande d'une très large majorité de parents d'élèves, l'allemand qui est la forme littéraire de nos dialectes n'est pas enseigné dans toutes les classes. L'intolérance linguistique règne même dans les maternelles. Il faut que cela cesse. L'Etat français ne respecte ni les droits de l'homme, ni ses propres engagements, en opprimant les langues et cultures régionales. Il est en infraction permanente, non seulement avec les accords d'Helsinki, mais aussi avec toute une série de conventions qu'il a signées entre 1948 et 1966. L'Etat refuse d'appliquer ses propres lois (Art. 12 de la loi de 1975 sur l'éducation).

UN CHOIX NÉCESSAIRE : VOTEZ ALSACIEN

Pour faire respecter vos intérêts et ceux de l'Alsace entière, il faut des hommes osant tenir le langage de la franchise et de la fermeté. Indépendant des partis parisiens, je peux vous promettre d'avoir ce courage. Ma préoccupation ne sera pas de plaire au pouvoir central, mais de me consacrer entièrement à l'Alsace.

Tout dépend de votre choix et de votre détermination. L'Alsace attend un essor nouveau. N'entrons pas dans l'histoire comme démissionnaires. La jeunesse alsacienne attend de pouvoir s'exprimer et agir. Ne lui refusez pas cet espoir.

Michel CLO

Candidat du Front
Autonomiste de Libération

POUR VIVRE, TRAVAILLER ET DÉCIDER EN ALSACE

Votez **MICHEL CLO**

Imp. Ruff-Lorenz, Colmar

Parlamentswahlen, 2. Wahlkreis Oberelsass, März 1978

Autonomistische Befreiungsfront

MICHEL CLO

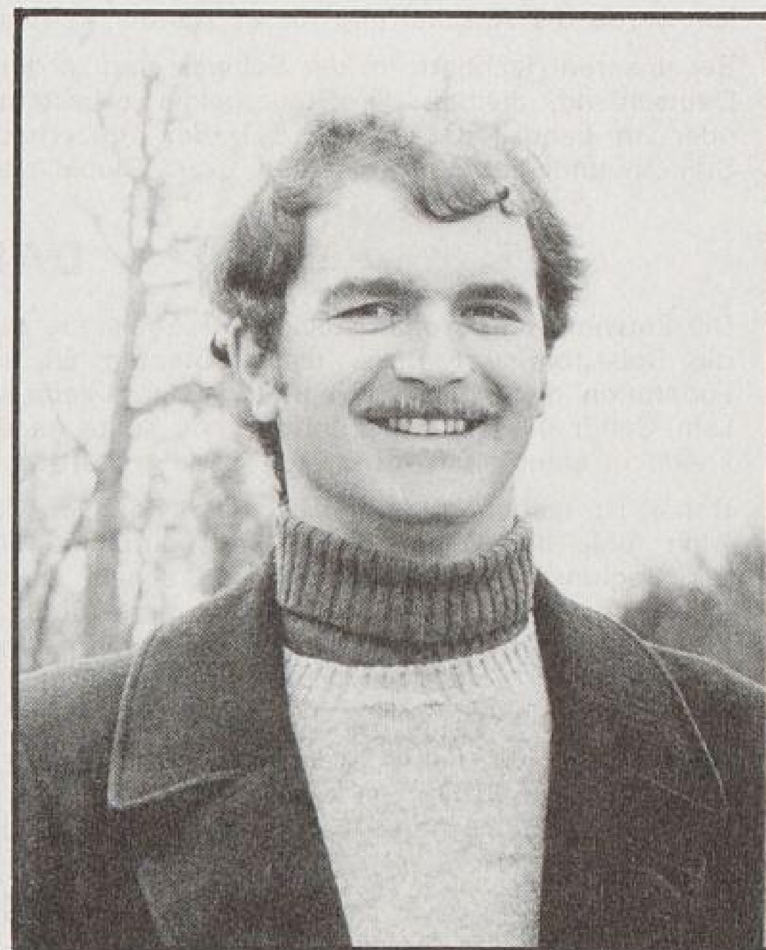


29 Jahre
"Délégué médical"
verheiratet, Drei Kinder

Stellvertreter

GUY JEHL

39 Jahre
Forscher
Ledig



SCHLUSS MIT DER BEVORMUNDUNG

Die pariser Verwaltung tut was sie will mit den Elsässern, ihrem Boden, ihrer Arbeit und ihrem Geld. Aber das kann sie nur weil unsere Abgeordneten all zu oft den Anweisungen der pariser Parteien folgen. Die Elsässer haben im eigenen Lande nichts mehr zu melden. Jetzt können Sie bewirken, dass diese Lage sich ändert. Mit diesen Wahlen ist ihnen eine Möglichkeit geboten. Verpassen Sie diese nicht. Wir Elsässer sollten endlich einmal laut aussprechen was wir im Stillen denken. Das Elsass muss seinen politischen Willen behaupten und Paris zwingen, diesen zu berücksichtigen.

Mehrere Kandidaten werben um Ihre Stimme und versprechen dabei sehr viel. In Ihrem Interesse und auch im Interesse des Elsass, lassen Sie sich nicht durch diese geschwätzigen Politiker verführen, die sehr bald wieder verstummen werden.

Meinerseits gehe Ich die Verplichtung ein, das Elsass im Parlament zu vertreten, die begangenen Fehler aufzudecken, und elsässi-che Lösungen für elsässische Probleme zu fordern.

Ich gehöre nicht zu den Notabeln. Unter Politik, verstehe Ich Vertretung des Volkswillens und nicht meiner eigenen Interessen. Ich kämpfe für das Elsass und habe nur eine Sorge: das Elsass endlich zu Wort kommen zu lassen.

DIE MISSACHTUNG DER DEMOKRATIE

De Gaulle wagte anlässlich einer Pressekonferenz zu sagen: "Wir sollten uns daran gewöhnen, in dem Staatschef das zu sehen was er ist oder sein sollte: ein Monarch". Nun, das ist eine klare Aussage, einer entscheidet für alle. Und wie steht es mit unseren Abgeordneten? Sie rühmen sich der Anzahl Mandate und Aemter die sie ausüben. Aber woher nehmen sie dann die Zeit zum Studium der Unterlagen, zur Arbeit an den Lösungen unserer Probleme und zum Kontakt mit ihren Wählern?
Ich werde mich gegen die Häufung von Mandaten und Aemtern einsetzen und ein breiteres Teilhaben der Bürger an dem öffentlichen Leben fordern.
Ich verplichte mich, die Einführung von Volksbefragungen zu verlangen, für Begehren die von 5 % der Bevölkerung vorgetragen werden.

DEM ELSASS GEHT ES SCHLECHT

Mangels einer echten Regionalmacht werden die Probleme des Elsass nicht berücksichtigt. Die pariser Technokraten treffen Lösungen die weder unseren Interessen noch wahren Bedürfnissen entsprechen. Die Lage auf dem Arbeitsmarkt ist alarmierend: Arbeitslosigkeit, 30 000 Grenzgänger, Anhaltung der Abwanderung aus den Vogesentälern und aus ländlichen Gemeinden. Die Technokraten pfeiffen sowohl auf Arbeitgeber wie Arbeitnehmer, auf Landwirte wie auf Weinbauern. Paris lässt die Multinationalen Gesellschaften herrschen. Unsere Natur- und Bodenschätze werden geplündert und unsere Umwelt zerstört. Kies und Holz werden als Rohwaren, massiv und zu Spottpreisen exportiert, um später als Fertigwaren, und zu tollen Preisen wieder importiert zu werden. Das sind Merkmale kolonialer Zustände. Energische Massnahmen sind dringend nötig.

DAS ELSASS WILL ÜBERLEBEN

Trotz der erheblichen Bedenken unseres Volkes geht der Bau von Atomanlagen weiter. In Fessenheim werden schon die Stufen III und IV geplant. Unsere Notablen wagen sich aus Angst vor ihren Parteifreunden nicht mehr zu rühren. Sie warten auf Anweisungen von Paris. Keine pariser Partei, sei es die K.P., S.P., C.D.S., P.R. oder R.P.R. tritt gegen die Kernkraftwerke ein. Was gehen sie die Angst und Sorge der Elsässer an? Sind dann in einigen Jahren die Stufen V und VI fällig, so werden die elsässischen Politiker aufwachen und sich wehren um nicht die Gunst ihrer Wähler zu verlieren. Aber es wird zu spät sein. Dank dem gemeinsamen Segen von Paris und Bonn wird bis dahin der Rhein ein lebloses Gewässer, und unser Grundwasser völlig verseucht sein. Das Elsass darf nich zu einem Versuchsfeld für französische Kernspaltungsexperimente werden. Die Elsässer sind keine Versuchskaninchen. Die Strahlenverseuchung kennt keine Staatsgrenzen. Ihr Wahlkreis, das ganze Elsass ist gefährdet. Ich werde mich für die sofortige Stillegung des KKW Fessenheim einsetzen und kein weiterer Bau von Atomlagen im Elsass dulden.

Es muss mit der Energieverschwendung Schluss gemacht werden. Die Entwicklung anderer Energiequellen muss unterstützt und vorangetrieben werden, denn auf diese Quellen sind wir in Zukunft ohnehin angewiesen. Anstatt den Fortschritt zu fördern, wird die Zukunft durch einen willkürlichen Entscheid verbaut.

Die Forchungsgelder müssen für die Entwicklung umweltfreundlicher Energiequellen verwendet werden. Ich werde eine entsprechende Umverteilung verlangen und mich gegen Verschwendung einsetzen.

DAS ELSASS IST MÜNDIG

Nach dem Spanien zur Demokratie und zum Föderalismus zurückgefunden hat, bleibt Frankreich das einzige Land im Westeuropa, das nicht von seiner zentralistischen Verwaltung abrücken will. Es hält koloniale Verhältnisse aufrecht im Elsass, Die "préfets" walten hier wie Gouverneure. Wie verachtend sie mit unseren Volksvertreter umgehen hat sich kürzlich in Sulz-unterm-Wald gezeigt, als der "sous-préfet" sich erlaubte die Gemeinderäte zu beschimpfen.

"Préfets" und "sous-préfets" sind überflüssig. Den Elsässern fehlt es nicht an Reife die ihnen zustehenden Verantwortungen zu übernehmen. Sie brauchen keinen Vormund.

Ich werde die Abschaffung dieser Aemter verlangen.

Bei unseren Nachbarn, in der Schweiz und in der Bundesrepublik Deutschland, bleiben die Steuergelder grösstenteils im Kanton oder im Land (80 bzw 60 %). Bei uns erhebt der Staat die Steuern und gibt nur Brosamen zurük. Dabei stellt er noch Bedingungen. So meinte Chirac "Das Elsass darf seiner Entwicklung wegen, keine Komplexe haben, und nicht mit Neid oder Bitterkeit auf Deutschland blicken. Nur dann kann es mit einer gewissen Unterstützung, durch die öffentliche Macht rechnen". Was werden wir uns noch bieten lassen bevor wir reagieren! Wir können nicht weiter dulden als Bettler hingestellt zu werden. Wir lassen uns nicht befehlen wie wir zu denken haben. Zwei Drittel der Steuergelder müssen in der Region bleiben.

Ich werde mich anstrengen diese Forderung durchzusetzen.

Das Elsass ist mündig. Es muss sein Schicksal bestimmen und seine eigenen Geschäfte selbst führen können. Deshalb braucht es seine Autonomie. Es braucht ein, nach allgemeinen Stimmrecht gewähltes, elsässiches Parlament und eine Exekutive mit wirklichen Befugnissen in Wirtschaft, Finanzen, Kultur. Von seinen Spar- und Steuereinkommen enteignet, kann das Elsass- wie in der Affaire Schlumpf nur machtlos zusehen.

DAS ELSASS UND EUROPA

Die Entwicklung Europas stockt. Der Egoïsmus der Staaten lähmt die Debatten. Auf Basis dieser Staaten ist eine europäische Föderation nicht durchführbar. Das Elsass kann sich heute schon kein Gehör in Paris verschaffen. Wie sollte es dann durch Frankreich in einer noch grösseren Gemeinschaft vertreten werden?

Daher ist nicht verwunderlich, dass Pompidou einmal erklärte: "Ich fühle micht nicht nur gereizt durch den Ausdruck Europa der Regionen, sondern muss auch sagen, dass diejenigen die diesen Ausdruck gebrauchen, einen merkwürdigen Schritt zurück tun". Erstens hat es ein Europa der Regionen noch nicht gegeben, es bleibt vorerst zu gründen. Zweitens, hatte das Elsass in der Vergangenheit Freiheiten die ihm heute leider fehlen.

Aber lesen wir lieber was der Europarat zu diesem Thema schreibt: "Die Region ist ein Abbild der Vielfalt und des Reichtums des europäischen Erbes... Die Regionen bilden einen idealen Rahmen für eine grenzüberschreitende Zusammenarbeit und können die negativen Auswirkungen der Grenzen, die das Angesicht Europas durchqueren, weitgehend auslöschen". Und Schliesslich noch eine Bemerkung zur Demokratie: "Durch die Regionalisierung wird die Verwaltung menschlicher, da sie in die Nähe des Bürgers tritt. Die Verwaltungsaufgaben sollten jener Stufe zugeteilt werden, die dem Menschen am nächsten liegt, während höhere Stufen nur dann in Betracht kommen sollten wenn die Koordination und Durchführung der Aufgaben auf der nächstunteren Stufe nicht möglich ist.

Deshalb sind wir auch dagegen, dass die Wahl der Abgeordneten des europäischen Parlaments nach nationalen Listen erfolgt. Europa, kann nur ein Bund der Völker sein, nicht der Staaten! Sonst werden diese Völker weiter unterdrückt, bis zu ihrer vernichtung.

DAS ELSASS BRAUCHT IHRE STIMME

Die Zukunft Ihres Wahlkreises und das Schicksal des Elsass sind miteinander verbunden. Ob es nun um Arbeitsplätze, Umweltschutz, Unterricht, das Strassennetz oder soziale Einrichtungen geht, so hängen diese Fragen vom politischen Willen des Elsass ab. Folgende Punkte müssen dabei betont werden:

● **Wiederherstellung der Demokratie**

Durch eine Volksabstimmung konnte die Basler Bevölkerung den Bau von Kernkraftwerken massiv (76 %) ablehnen. In Freiburg i/B hat sich das Gericht aus Sicherheitsgründen gegen den Bau des KKW Wyhl ausgesprochen, obwohl die Sicherheitsvorschriften dort strenger sind als in Fessenheim. Doch im Elsass wurde die Bevölkerung nicht angehört. Paris zwingt uns seine Entscheidungen auf.

Der Verwaltungsdjungel hat eine unglaubliche Verschwendung an Geld und Zeit zur Folge. Die Entscheidungswege sind dermassen kompliziert, dass es unmöglich wird, Verantwortliche ausfindig zu machen. Die Bürger haben keine Kontrolle mehr über diesen Apparat. Sie sind der Willkür der Technokrate ausgeliefert. In Strassburg zum Beispiel, hat eine Behörde, anlässlich einer Informationsversammlung, den Bürgern Auskünfte verweigert unter dem Vorwand, der "préfet" und das Beamtenstatut würden diese Mitteilung nicht zulassen.

● **Schluss mit der Vergeudung unserer Gelder**

Was die Steuern betrifft, steht das Elsass an erster Stelle, und was die staatlichen Zuschüsse betrifft, an letzter. Die Statistiken des INSEE lassen keine Zweifel mehr zu. Die Differenz zwischen Einnahmen und Ausgaben geht jedoch nicht an ärmere Gegenden Frankreichs, die weiterhin sich selbst überlassen sind. Mit unserem Geld finanziert Paris seine "Prestige" Projekte. Unser Geld darf nicht länger für unrentable Betriebe ausgegeben werden. Es muss, im Gegenteil für die Entwicklung kleinerer, zukunftsträchtiger Unternehmen eingesetzt werden, sowie für die Schaffung neuer, attraktiver Arbeitsplätze.

● **Die europäische Berufung des Elsass**

Das Elsass liegt im Herzen Europas, es ist kein "Grenzland". Nur können wir von dieser günstigen Lage kein Gebrauch machen. Paris widersetzt sich beharrlich einer echten europäischen Vereinigung, welche die negativen und künstlichen Auswirkungen der Staatsgrenzen endlich abbauen würde.

● **Die Sicherung unserer gefährdeten Eigenart**

Die elsässische Eigenart wird nicht anerkannt. Deutsch, die unseren Dialekten entsprechende Schriftsprache, wird immer noch nicht in allen Klassen unterrichtet, obwohl eine breite Mehrheit der Eltern dies immer wieder fordert. Die Ausschaltung unserer Sprache fängt im Kindergarten an. Schluss mit der Intoleranz. Seit 1958 wurden 22 Einlagen in diesem Sinne an das Parlament gerichtet. Nicht eine einzige kam auf die Tagesordnung. Der französische Staat unterdrückt die regionalen Sprachen und Kulturen und verletzt somit die Menschenrechte, sowie übrigens seine eigenen Versprechen. Er verstösst gegen die Vereinbarungen von Helsinki und gegen eine Reihe von Verträgen die er zwischen 1948 und 1966 unterzeichnet hat.

Er weigert sich seine eigenen Gesetze in Kraft zu setzen (Gesetz des Jahres 1975 über den Unterricht, Abs. 12)

WÄHLT ELSASSISCH

Die Verteidigung Ihrer Interessen und die des gesamten Elsass, verlangt standhafte Männer die eine offene Sprache sprechen. Ich bin nicht an pariser Parteien und deren Leiter gebunden. Ich werde mich nicht schämen, für Paris unangenehme Wirklichkeiten, an das Licht zu bringen. Ich werde ganz und alleine dem Elsass verplichtet sein.

Es kommt nur noch auf Ihre Entscheidung und Entschlossenheit an. Das Elsass wartet auf einen neuen Aufschwung. Die elsässische Jugend wartet auf mehr Gerechtigkeit und Mitsprachegelegenheit.

Enttäuschen Sie diese Erwartungen nicht.

Michel CLO
Kandidat der Autonomistische
Befreiungsfront

SIE WOLLEN IM ELSASS LEBEN, ARBEITEN, ENTSCHEIDEN

Wählen Sie

MICHEL CLO